heur des campagnes aux travaux malsains des ateliers? Le métier est mauvais et ne rapporte pas assez, dira-t-on. Nous ne le croyons pas. Nous avons l'exemple de ces milliers d'Italiens qui viennent ici travailler pendant les quelques mois d'été, et trouvent le moyen, après avoir payé leur double voyage transatlantique et avoir vécu ici pendant la saison de travail, d'emporter encore chez eux largement de quoi passer paresseusement l'hiver sur les côtes napolitaines, sous le chaud soleil d'Italie.

Et puisque le Canada est un pays favorable à la culture et à l'élevage, puisque c'est par cette particularité qu'il s'est imposé à l'attention du monde entier, il faut nous efforcer de conserver ce rang, cette renommée, et en agissant ainsi nous équilibrerons toutes les forces vitales du Dominion, nous irons résolument de l'avant en dépit de tous les troubles qui nous entourent, de toutes les perturbations dont souffrent les autres nations et qui pourront nous livrer assaut peut-être, mais jamais nous amoindrir ou nous terrasser.

AUGMENTONS NOTRE PRODUCTION — AFFERMISSEONS NOTRE CREDIT

Les trois points mis récemment en évidence dans un discours par le professeur Adam Shortt au Canadian Club, à Toronto, la semaine passée, étaient la nécessité d'augmenter la production, le besoin de réorganisation et de maintien du crédit canadien, et le fait que la réaction présente au Canada n'est pas due entièrement à la guerre. Après avoir montré le développement excessif dans les centres de l'ouest du Canada et établi la distinction entre "la richesse produite actuelle" et la "richesse prévue, imaginaire, psychologique", le professeur Shortt expliqua comment une grande quantité de cette dernière sorte de richesse s'évanouissait et disparaissait en un temps comme celui-ci, par suite de la décroissance dans la fourniture du capital à emprunter. "Tandis que le capital était importé dans de larges proportions, les importations de marchandises étaient toujours en surplus de deux ou trois cents millions de dollars sur nos exportations, et à présent qu'un modérateur est arrivé, cela donne une chance à notre production de se rattraper.

Parlant de la récente période d'activité dans la construction, M. A. Shortt disait que beaucoup d'hommes avaient été enlevés aux travaux des fermes pour aller s'embaucher à la ville. Les salaires y étaient meilleurs. Alors qu'on construisait des gratte-ciels à Vancouver, on voyait beaucoup des riches régions agricoles du delta Fraser sans culture aucune, mais les mauvaises herbes et l'immeuble y fleurissaient. Les grandes villes ne peuvent prospérer sans production agricole, et les hommes devraient en conséquence revenir à la ferme.

On s'est généralement élevé contre les banques parce qu'elles ont largement soutenu les villes, les chemins de fer, lancés et supportés par le capital anglais au détriment du point de vue agricole.

Il est certain que là n'est pas le rôle des banques qui ont simplement à faciliter l'échange et à distribuer le crédit.

Nous avons au Canada la machinerie nécessaire pour assurer une production au-dessus des besoins pendant des années. Il est nécessaire à présent de tirer partie de cette machinerie. Si l'y avait six usines à chaussures suffisantes pour répondre à la demande et régler la concurrence, il n'était pas utile d'en proposer quatre ou cinq de plus et de demander du capital pour les financer.

Il est de la plus haute importance que notre système financier soit mis en ordre. Le crédit canadien devrait être réorganisé et des efforts devraient être faits sans cesse pour le maintenir à son plus haut degré. Quand la guerre sera ter-

minée, le Canada devrait être capable de ne faire que des propositions sûres aux capitalistes anglais et justifier ainsi la confiance de ceux qui y portent leurs capitaux. Cette question de crédit national est des plus conséquentes. Quand le crédit canadien fut ruiné, il y a quelque cinquante ans, cela prit presque deux générations pour le relever.

La guerre ne devrait pas être tenue entièrement responsable pour la situation créée par le réajustement au Canada. Elle n'a fait qu'aggraver les conditions qui existaient déjà avant que la guerre fut déclarée. Nous avons tous pu nous en rendre compte avant la guerre, le Canada a surfait les placements spéculatifs. Il y a eu un développement exagéré des villes de l'Ouest, ce qui a stimulé les industries de l'Est. Des placements considérables ont été faits dans ce pays, placements qui sont incapables de procurer des revenus immédiats, et il était inévitable que ces espaces où le capital était affecté devinssent mauvais jusqu'à ce que le Dominion ait repris le dessus. Cet état de choses ne peut être imputé à la guerre.

De l'avis du professeur Shortt, il est douteux que le Canada puisse accaparer le commerce allemand. "Certains articles qui étaient produits en Allemagne et qu'il a fallu manufacturer en Angleterre ou ailleurs prendront des années avant de pouvoir être établis par les peuples rivaux. Après la guerre, l'Allemagne retournera à ses industries et se verra contrainte d'endurer toutes sortes de sacrifices, tels que salaires très réduits et prix réduits des denrées et produits de toutes sortes. Alors, il ne nous sera pas possible de la concurrencer".

A ce point de vue là, nous ne pensons pas tout à fait comme l'orateur cité, bien au contraire notre avis est que pour beaucoup d'articles courants, le Canada peut et doit se tailler une belle réputation de fabrication, les événements présents lui en offrent une opportunité sans précédents dans l'histoire des peuples.

LA QUESTION DU CREDIT

On se plaint un peu partout du manque de facilités apportées par les banques au commerce. Il est bien évident que dans bien des cas ces plaintes ne sont pas justifiées. On ne peut prêter de l'argent que si l'emprunteur a une certaine base de crédit. Les affaires sont édifiées sur le crédit, mais le crédit lui-même doit avoir des assises solides, sans quoi il entraîne tout dans sa chute. Dans un pays d'emprunt, comme le Canada, il doit y avoir une large marge de crédit. Mais ces transactions à crédit doivent être contrebalancées dans une large mesure par des opérations au comptant. Or, il est avéré qu'au Canada on fait trop peu d'affaires au comptant. Le fait se souligne de lui-même dans les conditions particulières que nous traversons.

La disposition de beaucoup de marchands à être trop indulgents en matière de crédit, fut récemment discutée par M. H. Adams à une assemblée de la Winnipeg Credit Men's Association. "Il ne fait aucun doute, disait-il, que nous avons été tous très larges pour le crédit accordé dans le passé et nous avons conservé cette manière d'agir sans prendre garde au danger de ce jeu dans les circonstances actuelles. Je ne saurais nier que les conditions passées étaient favorables à cette pratique et que tout laisse prévoir qu'elles le seront encore dans l'avenir; mais le crédit est étroitement lié à la qualité et à l'activité des affaires. Aussi, en ce moment, faut-il user de plus de jugement dans l'attribution du crédit, il ne faut pas le couper, ni même le restreindre, mais examiner avec plus de soin en faveur de qui on peut en user".